



Industrie
Canada

Industry
Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE *entreprise*

VOL. 2, n° 1, avril 2000

<http://strategis.gc.ca/trimestrielPME>

GRANDES *tendances*

Plus de 192 000 emplois nets ont été créés dans les entreprises avec salariés au Canada entre le troisième trimestre de 1998 et le trimestre correspondant de 1999, soit un léger recul par rapport aux 208 000 emplois créés au cours de la même période en 1997-1998.

D'après la Division du registre des entreprises de Statistique Canada, le nombre d'entreprises avec salariés a continué d'augmenter au Canada pour atteindre 1 970 099 en septembre 1999.

Le nombre de travailleurs indépendants a augmenté de 2,7 % de janvier 1999 à janvier 2000.

La très grande majorité des fabricants ont dit qu'ils prévoyaient accroître leur production au cours des trois mois suivants.

Les prêts consentis aux petites et moyennes entreprises (PME) par les banques à charte ont atteint 53 milliards de dollars au troisième trimestre de 1999.

Le nombre de faillites commerciales a reculé de 13,2 %, passant de 2 564 au deuxième trimestre de 1999 à 2 225 au trimestre suivant.

ANALYSE DES TENDANCES HISTORIQUES

concernant le travail indépendant au Canada

Statistique Canada répartit les travailleurs indépendants en catégories selon les caractéristiques suivantes :

- travailleurs indépendants constitués en personne morale, ayant un employé;
- travailleurs indépendants constitués en personne morale, sans employé;
- travailleurs indépendants non constitués en personne morale, ayant un employé;
- travailleurs indépendants non constitués en personne morale, sans employé;
- travailleurs dans l'entreprise familiale, non rémunérés.

Depuis 1976, le nombre total de travailleurs indépendants au Canada a grimpé de 106,4 %. L'augmentation totale s'est accélérée entre 1990 et 1999, période au cours de laquelle le nombre de travailleurs indépendants s'est accru de près de 34 %.

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Création d'emplois	3
Entreprises avec salariés	4
Travail indépendant	5
Situation des entreprises	6
Prêts aux entreprises	7
Coup d'œil sur l'économie	7
Faillites commerciales	8
Faits nouveaux	9

(suite de la page 1)

Les données de Statistique Canada indiquent que le nombre de travailleurs indépendants a augmenté au fil des ans dans toutes les catégories, exception faite des travailleurs dans l'entreprise familiale non rémunérés. Cette catégorie a régulièrement reculé depuis les 20 dernières années. Alors qu'en 1976, le Canada comptait 135 300 travailleurs indépendants de ce type, en 1999, il n'en comptait plus que 46 500 (voir la figure A).

Lorsqu'on compare le nombre de travailleurs indépendants constitués en personne morale au nombre de ceux qui ne le sont pas, les données indiquent une croissance soutenue dans les deux catégories, mais le taux de croissance de ceux qui sont constitués en personne morale est plus élevé depuis 1985 (voir la figure B).

En 1999, le nombre total de travailleurs indépendants non constitués en personne morale frôlait 1,6 million (1 594 800), contre 821 000 travailleurs indépendants constitués en personne morale.

Le tableau A présente le nombre total de travailleurs indépendants au Canada par catégorie, de 1985 à 1999.

Figure A : Travail indépendant au Canada, par catégorie

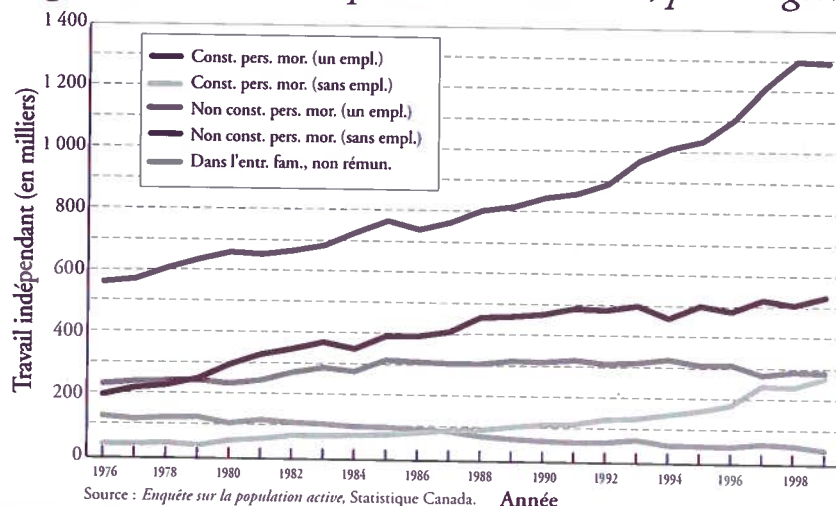


Figure B : Nombre de travailleurs indépendants au Canada, par catégorie

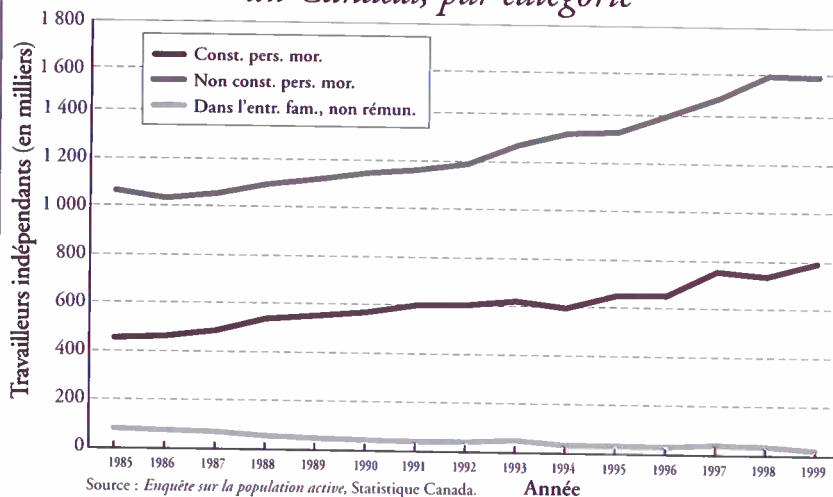


Tableau A : Nombre total de travailleurs indépendants¹ au Canada, par catégorie, de 1985 à 1999

Année	TOTAL*	Const. pers. mor. (un empl.)	Const. pers. mor. (sans empl.)	Non const. pers. mor. (un empl.)	Non const. pers. mor. (sans empl.)	Dans l'entr. fam., non rémun.
1985	1 685,1	401,2	81,9	323,8	771,8	106,4
1986	1 656,0	401,9	89,4	318,9	745,4	100,5
1987	1 695,6	416,9	98,6	315,1	769,6	95,4
1988	1 772,2	465,1	101,5	315,3	809,4	80,9
1989	1 803,4	469,7	112,0	325,8	822,5	73,5
1990	1 842,7	477,7	120,5	323,5	852,5	68,5
1991	1 887,4	497,5	132,6	331,1	861,1	65,0
1992	1 919,3	493,6	140,1	320,2	899,1	66,3
1993	2 027,1	508,4	144,0	324,5	975,1	75,0
1994	2 036,3	469,2	157,4	335,9	1 015,6	58,0
1995	2 097,8	510,5	170,5	319,3	1 039,6	57,9
1996	2 169,4	493,0	189,8	320,9	1 109,4	56,3
1997	2 353,7	530,9	253,6	288,4	1 215,6	65,2
1998	2 425,2	515,4	250,4	299,4	1 299,4	60,6
1999	2 462,9	541,9	279,6	296,8	1 298,0	46,5

1. En milliers.

* Les chiffres ayant été arrondis, les sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Source : Statistique Canada.

Figure 1 : Nombre d'emplois selon la taille des entreprises au Canada, pour l'ensemble des industries

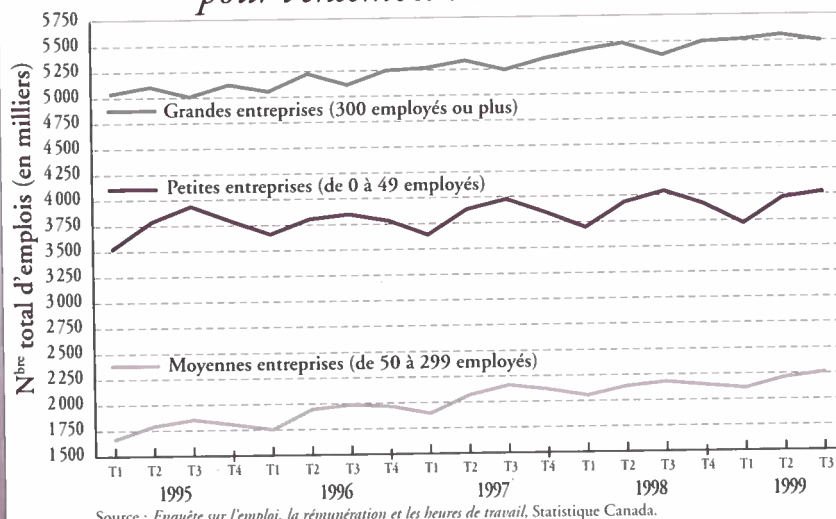
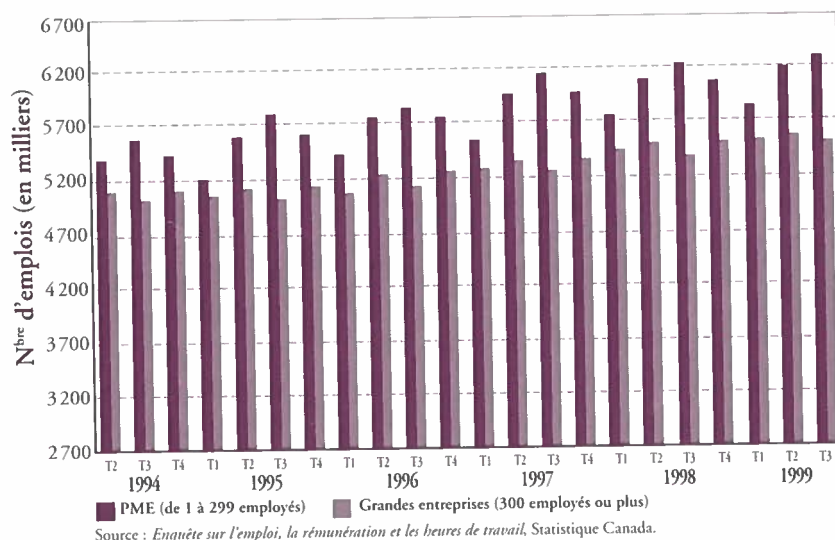


Figure 2 : Nombre total d'emplois – grandes entreprises et PME



CRÉATION d'emplois

Plus de 192 000 emplois nets ont été créés dans les entreprises avec salariés au Canada entre le troisième trimestre de 1998 et le trimestre correspondant de 1999, soit un léger recul par rapport aux 208 000 emplois créés au cours de la même période en 1997-1998. On attribue surtout aux grandes entreprises la croissance de l'emploi observée entre le troisième trimestre de 1998 et le troisième trimestre de 1999, mais les PME dans leur ensemble (travailleurs indépendants non compris) sont responsables de 33 % de cette croissance. Les petites entreprises (comptant moins de 50 employés) accusent pour leur part une perte nette de 17 358 emplois.

La plupart des emplois créés au troisième trimestre de 1999 sont venus grossir le secteur des services (33,5 % de tous les emplois créés au cours de ce trimestre), suivi du secteur du commerce (26,4 %), du secteur manufacturier (19,7 %) et de l'industrie de la construction (11,4 %). La majeure partie de la croissance de l'emploi dans les secteurs de la construction et du commerce est attribuable aux PME; en effet, celles-ci sont à l'origine de la création de 85 % et de 50 % de tous les emplois respectivement dans ces deux secteurs. Toutefois, on attribue aux grandes entreprises 87 % des nouveaux emplois dans le secteur manufacturier et 86 % des nouveaux emplois dans le secteur des services.

La figure 1 illustre la variation trimestrielle de l'emploi selon la taille de l'entreprise (travailleurs indépendants non compris). On observe qu'entre le deuxième et le troisième trimestre de 1999, tant les petites entreprises (comptant moins de 50 employés) que les moyennes entreprises (comptant de 50 à 299 employés) affichent des gains d'emplois nets. La figure 2 montre que les PME continuent d'être à l'origine d'un plus grand pourcentage d'emplois que les grandes entreprises.

ENTREPRISES avec salariés

D'après la Division du registre des entreprises de Statistique Canada, le nombre d'entreprises avec salariés a continué d'augmenter au Canada pour atteindre 1 970 099 en septembre 1999 (sans compter les travailleurs indépendants non constitués en personne morale ayant un chiffre d'affaires annuel estimatif de moins de 30 000 \$). Le tableau 1 indique que 87,6 % des entreprises établies au Canada comptent moins de 10 employés, 93,5 % en comptent moins de 20 et 99,0 % en comptent moins de 100.

Tableau 1 : Nombre d'entreprises selon l'effectif et la province ou le territoire en septembre 1999

Province ou territoire	Total	Indéterminé*	Nombre d'employés							
			1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+
Terre-Neuve	24 656	6 785	11 164	3 168	1 815	1 127	327	145	77	48
Île-du-Prince-Édouard	9 998	2 925	4 386	1 296	759	425	117	56	27	7
Nouvelle-Écosse	47 889	16 405	18 582	5 392	3 774	2 495	691	348	130	72
Nouveau-Brunswick	42 075	14 159	17 084	4 667	3 025	2 111	582	277	120	50
Québec	462 194	219 759	154 375	37 519	23 753	17 022	5 672	2 395	1 110	589
Ontario	677 505	346 638	186 326	55 968	39 686	30 659	10 364	4 892	2 035	937
Manitoba	71 327	35 475	20 258	6 081	4 564	3 145	1 079	422	200	103
Saskatchewan	91 671	50 539	25 063	7 417	4 759	2 646	704	324	154	65
Alberta	251 622	125 641	73 374	21 786	15 245	10 327	3 164	1 324	548	213
Colombie-Britannique	285 223	129 976	92 553	26 698	18 189	12 066	3 449	1 450	607	235
Yukon	2 740	1 046	902	368	223	138	38	12	11	2
Territoires du Nord-Ouest	2 545	782	770	426	293	170	59	30	14	1
Nunavut	654	140	177	130	101	71	25	7	3	0
Canada	1 970 099	950 270	605 014	170 916	116 186	82 402	26 271	11 682	5 036	2 322

* Entreprises qui n'ont pas d'employé inscrit sur leur liste de paye.
Source : Division du registre des entreprises, Statistique Canada.

Le tableau 2 présente le nombre d'entreprises au Canada selon la province ou le territoire et par secteur d'activité. Sur l'ensemble des entreprises établies au pays, 34,4 % sont situées en Ontario, 23,5 % au Québec, 14,5 % en Colombie-Britannique, 12,8 % en Alberta, 2,4 % en Nouvelle-Écosse et 2,1 % au Nouveau-Brunswick.

Le Registre des entreprises comprend toutes les entreprises avec ou sans salariés constituées en personne morale qui ont soit un revenu d'entreprise estimatif brut ou des ventes sujettes à la TPS de plus de 1 \$.

En octobre 1998, le Registre des entreprises a ajouté une nouvelle sorte d'entreprises sans salariés constituées en personne morale, celles qui n'ont pas de compte de TPS. Pour ce qui est des entreprises non constituées en personne morale, le Registre comprend toutes les entreprises avec salariés ayant un revenu d'entreprise brut de plus de 1 \$ et les entreprises sans salariés ayant des ventes sujettes à la TPS de plus de 30 000 \$ (le Registre des entreprises ne comprend pas les entreprises non constituées en personne morale ayant perçu moins de 30 000 \$ de TPS).

Tableau 2 : Nombre d'entreprises selon la province ou le territoire et par secteur d'activité en septembre 1999

Secteur d'activité	Alb.	C.-B.	Man.	N.-B.	T.-N.	T.N.-O.	N.-É.	Nun.	Ont.	Î.-P.-É.	Qc.	Sask.	Yuk.	Canada
Agriculture et services connexes	33 952	8 551	15 557	1 697	376	12	1 818		35 393	1 339	25 800	37 801	30	162 326
Pêche et piégeage	58	1 747	131	1 812	593	15	2 537	6	266	931	952	28	5	9 081
Exploitation forestière et services forestiers	1 238	6 688	262	1 498	261	12	978	1	2 754	74	6 496	369	21	20 652
Mines (y compris broyage), carrières et puits de pétrole	8 380	1 744	190	105	95	37	128	1	1 500	7	916	1 227	114	14 444
Fabrication	10 216	14 219	3 265	2 139	1 169	56	2 695	14	39 878	491	31 096	3 092	80	108 410
Construction	30 419	40 755	6 666	4 887	2 651	343	5 545	92	78 409	988	44 826	6 038	406	222 025
Transport et entreposage	13 353	13 518	3 821	3 032	1 363	202	2 184	34	26 326	437	21 556	3 730	147	89 703
Communications et services publics	1 912	2 116	506	382	242	47	460	17	4 478	67	3 730	500	30	14 487
Commerce de gros	13 973	19 247	4 260	2 480	1 516	115	3 252	24	47 959	465	33 372	4 035	103	130 801
Commerce de détail	23 455	31 921	7 956	6 182	4 471	245	7 132	81	86 365	1 248	67 595	8 039	288	244 978
Intermédiaires financiers et assurances	15 421	21 929	4 992	2 226	1 045	176	2 933	31	57 331	569	34 841	4 674	223	146 391
Services immobiliers et agences d'assurances	14 812	24 654	4 079	2 046	1 197	153	2 678	60	52 910	455	29 566	3 578	133	136 321
Services aux entreprises	37 540	37 217	5 273	3 132	1 745	314	4 088	66	103 495	511	58 763	4 284	302	256 730
Services gouvernementaux	619	856	426	355	458	119	257	31	1 346	133	2 101	1 097	108	7 906
Services d'enseignement	1 897	2 252	621	405	298	39	457	13	5 021	118	3 107	556	41	14 825
Soins de santé et services sociaux	10 137	14 827	3 282	2 494	2 505	165	2 708	71	30 384	503	20 523	2 841	142	90 582
Hébergement et restauration	10 335	15 399	3 291	2 577	1 808	154	2 822	49	36 627	607	28 226	3 403	226	105 524
Autres industries de services	23 905	27 583	6 749	4 626	2 863	341	5 217	63	67 063	1 055	48 728	6 379	341	194 913
Total	251 622	285 223	71 327	42 075	24 656	2 545	47 889	654	677 505	9 998	462 194	91 671	2 740	1 970 099

Source : Division du registre des entreprises, Statistique Canada.

Figure 3 : Nombre de travailleurs indépendants au Canada de 1996 à 2000

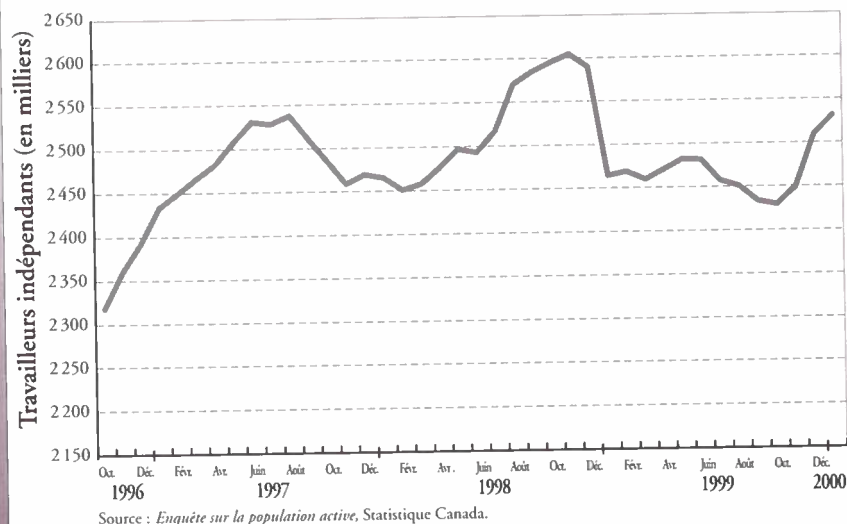
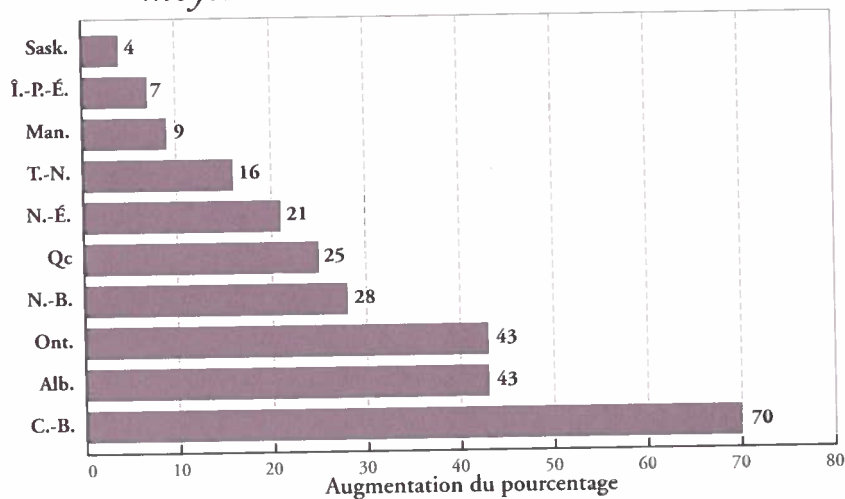


Figure 4 : Augmentation du pourcentage de travailleurs indépendants selon la province, moyennes annuelles de 1989 à 1999

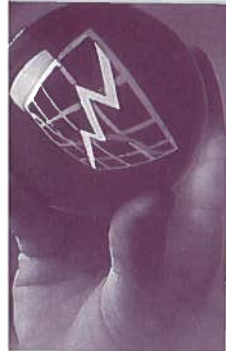


TRAVAIL indépendant

Le nombre de travailleurs indépendants (selon la définition figurant dans *Information population active*, n° de catalogue 71-001, de Statistique Canada, publication dont les données sont désaisonnalisées) a progressé de 2,7 % entre janvier 1999 et janvier 2000, renversant la tendance à la baisse observée au cours du dernier trimestre de 1999. La figure 3 montre la croissance du nombre de travailleurs indépendants au cours des quatre dernières années.

La Colombie-Britannique remporte la palme de la croissance du travail indépendant avec une augmentation de 70 % du nombre de travailleurs indépendants depuis 1989, suivie de l'Alberta et de l'Ontario (43 %), du Nouveau-Brunswick (28 %) et du Québec (25 %) (voir la figure 4).





SITUATION des entreprises

D'après l'Enquête sur la situation des entreprises publiée par Statistique Canada en janvier 2000, les fabricants demeurent extrêmement optimistes quant aux perspectives de production pour les trois mois suivants. La très grande majorité d'entre eux ont indiqué qu'ils prévoyaient augmenter leur production au cours de cette période.

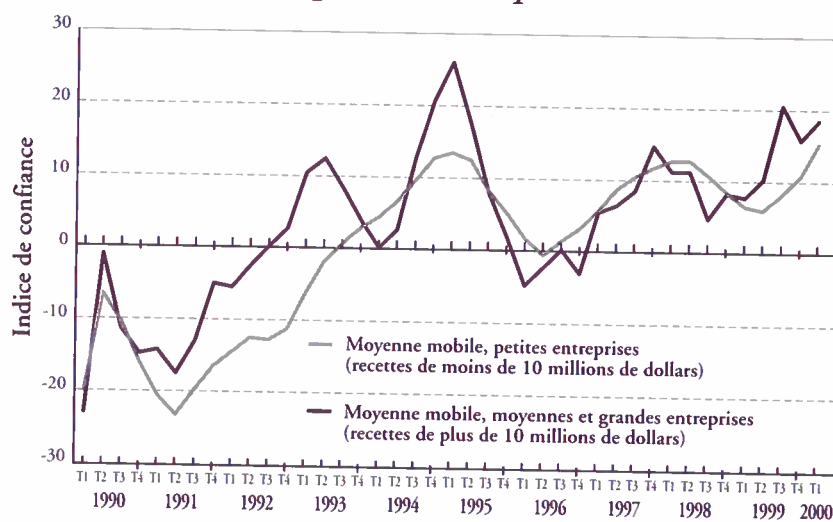
La majorité des petites et des grandes entreprises de fabrication se déclarent satisfaites de leurs nouvelles commandes.

La figure 5 illustre que sur une moyenne mobile de quatre trimestres, tant les petites que les moyennes et les grandes entreprises de fabrication se sont déclarées optimistes relativement à la capacité de production pour le premier trimestre de 2000.

Soixante-douze pour cent de tous les fabricants ont dit qu'ils conserveraient leur effectif au cours des trois mois suivants. L'optimisme est à la hausse puisque le taux de confiance n'était que de 68 % selon l'enquête d'octobre 1999.

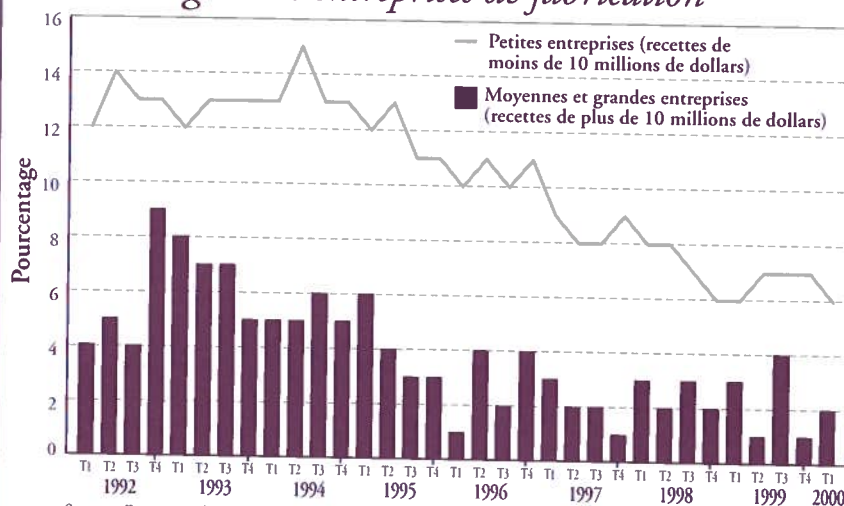
D'après l'enquête de janvier, le fonds de roulement n'a guère posé de problème aux petites entreprises du secteur de la fabrication, dont seulement 6 % ont fait état de difficultés (voir la figure 6).

Figure 5 : Confiance des fabricants – prévisions de la production, prochain trimestre



Source : Enquête sur la situation des entreprises, Statistique Canada.

Figure 6 : Problèmes relatifs au fonds de roulement – petites, moyennes et grandes entreprises de fabrication



Source : Enquête sur la situation des entreprises, Statistique Canada.

PRÊTS aux entreprises

Les prêts consentis aux PME par les banques à charte (sans compter les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles, les engagements des clients au titre d'acceptations et les autres prêts commerciaux) se sont élevés à 53 milliards de dollars au cours du troisième trimestre de 1999. Le volume des prêts de faible valeur représentait 22,7 % du total, soit 22,3 milliards de dollars (voir la figure 7), contre 31,4 % pour le volume des prêts de valeur moyenne, soit 30,7 milliards de dollars (voir la figure 8).

Figure 7 : Prêts de faible valeur consentis aux entreprises par les banques à charte (moins de 500 000 \$)

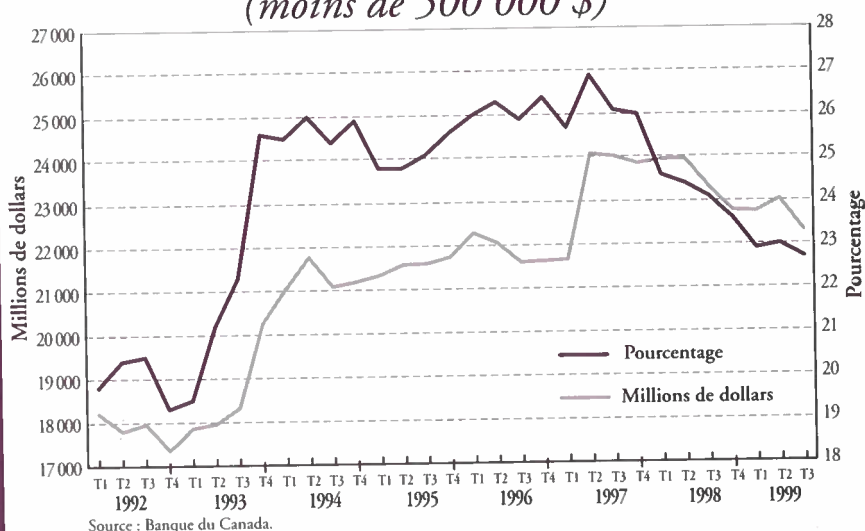
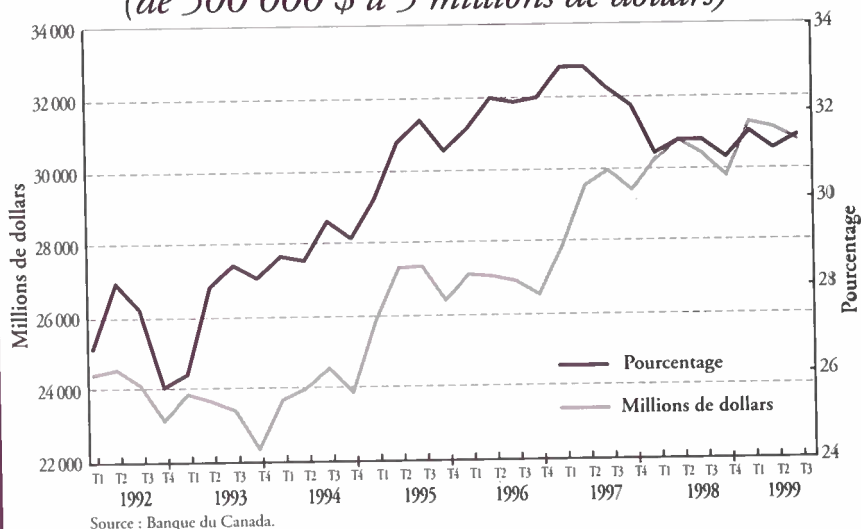


Figure 8 : Prêts de valeur moyenne consentis aux entreprises par les banques à charte (de 500 000 \$ à 5 millions de dollars)



COUP D'ŒIL sur l'économie

Données en date du 28 février 2000

Économie canadienne. L'économie a progressé vigoureusement de 4,6 % (taux annuel) au quatrième trimestre de 1999, avec une croissance pour le 18^e trimestre consécutif, soit la plus longue période d'amélioration continue depuis les années 60. Les investissements des entreprises et l'industrie de la construction domiciliaire constituent les moteurs de la croissance. Les dépenses de consommation ont enregistré une croissance soutenue pour la quatrième période consécutive. Pour l'ensemble de l'année 1999, l'économie affiche une croissance de 4,2 %, en hausse comparativement à la croissance de 3,1 % observée en 1998.

Perspectives. Les perspectives économiques se sont considérablement améliorées ces derniers mois. En janvier, selon les prévisions unanimes du secteur privé, il y aurait une croissance du PIB réel de 3,4 % en 2000 et de 2,8 % en 2001.

Taux de chômage. Le taux de chômage s'établissait à 6,8 % en janvier, soit son niveau le plus bas depuis avril 1976. Avec un gain de 427 000 emplois en 1999, l'emploi affiche une hausse de 3 % par rapport à 1998. La tendance à la hausse s'est maintenue et il y avait 44 000 emplois de plus en janvier 2000.

Inflation. Le taux d'inflation demeure maîtrisé. Le taux d'inflation cité dans les journaux affiche un recul, passant de 2,6 % en décembre 1999 à 2,3 en janvier 2000. Le taux d'inflation de base mesuré selon l'indice des prix à la consommation s'établissait à 1,4 % en janvier, dans la fourchette de 1 à 3 % prévue par la Banque du Canada. Le taux de base exclut l'alimentation et l'énergie, dont les prix sont volatils.

Taux préférentiel. Le taux préférentiel a grimpé de 25 points de base pour atteindre 6,75 % le 9 février, dans la foulée de l'augmentation du taux de la Banque du Canada. Le taux préférentiel constitue le baromètre de nombreux prêts à la consommation et prêts commerciaux.

Enquête sur la situation des entreprises (janvier). D'après l'enquête, les fabricants demeurent optimistes quant aux perspectives de production pour le trimestre suivant. Près de 90 % d'entre eux ont l'intention de maintenir ou d'accroître leur production.

Dollar canadien. Le dollar canadien continue de se maintenir par rapport au dollar américain et aux autres grandes devises, grâce à la solidité des facteurs économiques fondamentaux au pays et à la reprise du prix des matières premières à l'échelle mondiale. Ces pressions à la hausse sur le dollar continuent d'être modérées par les préoccupations suscitées par la hausse possible des taux d'intérêt aux États-Unis.

(suite à la page



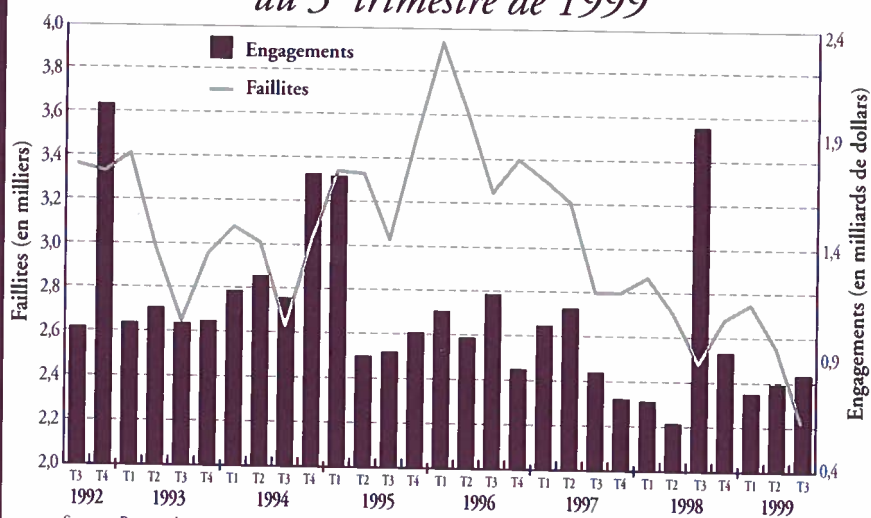
FAILLITES *commerciales*

Le nombre de faillites commerciales a reculé de 13,2 %, passant de 2 564 à 2 225 entre le deuxième et le troisième trimestre de 1999. La tendance à la baisse se confirme puisque le nombre de faillites commerciales était de 2 764 au premier trimestre de 1999.

Toutefois, le passif lié aux faillites a augmenté de 4,8 % du deuxième au troisième trimestre de 1999, et de près de 10 % depuis le premier trimestre de 1999 (voir la figure 9).

Les secteurs qui affichent l'amélioration la plus marquée au chapitre des faillites entre septembre 1998 et septembre 1999 sont les services d'enseignement, où l'on observe un recul de 62 %, et les secteurs de la pêche et du piégeage, où le déclin est de 57 %. Comparativement, le nombre de faillites a augmenté de 62,5 % dans les secteurs des mines, des carrières et des puits de pétrole; de 20 % dans les secteurs du transport et de l'entreposage; et de 15,4 % dans le secteur agricole et les industries de services connexes.

Figure 9 : Faillites commerciales et engagements connexes, du 3^e trimestre de 1992 au 3^e trimestre de 1999



Source : Bureau du surintendant des faillites, Industrie Canada.

FAITS nouveaux

Rapport sur le projet Comptoirs commerciaux communautaires

Lancé en juin 1998, le projet pilote Comptoirs commerciaux communautaires appuyait l'objectif du gouvernement du Canada qui consiste à faire du pays un chef de file en matière de commerce électronique, en offrant aux petites entreprises et aux organismes sans but lucratif un service complet à faible coût pour le commerce électronique.

Le projet Comptoirs commerciaux communautaires reposait sur un partenariat réunissant Industrie Canada et quatre commanditaires du secteur privé – Strategic Profits Inc., TouchNet Canada, GE Capital Information Technology Solutions et la Banque royale du Canada. Cent quatre-vingt petites entreprises ou organismes sans but lucratif de toutes les régions du pays ont participé et aménagé 130 sites Web adaptés au commerce électronique. Le site Web Comptoirs commerciaux communautaires a servi de portail, donnant accès aux différents sites des entreprises classés par secteur et par région.

Le projet pilote a été un succès en tant qu'étape de lancement. Presque tous les participants ayant répondu au questionnaire d'enquête ont atteint leur objectif, qui était d'en apprendre davantage sur le commerce électronique, et la plupart d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient l'intention de continuer à vendre en ligne. Le projet pilote a également convaincu la Banque Royale, l'un des commanditaires, de faciliter l'ouverture d'un compte d'affaires pour commerce électronique à l'intention des petites entreprises.

En dépit de la qualité élevée et du faible coût de l'ensemble des services offerts, les objectifs de participation n'ont pas été atteints. Parmi les obstacles susceptibles d'avoir freiné la participation, mentionnons le manque de temps (les participants éventuels étaient trop occupés à diriger leur entreprise actuelle) et l'opinion des petites entreprises qui considèrent que leurs clients ne sont pas prêts pour le commerce électronique. Malgré le temps consacré à la promotion du site Web, seulement 6 % des répondants ont déclaré avoir atteint leur objectif de chiffre d'affaires et 63 % n'ont réalisé aucune vente. Aucune raison n'a été donnée pour expliquer la médiocrité de ces résultats, mais il est possible que le temps requis pour asseoir sa présence en ligne, le manque de connaissance du commerce électronique en 1998 et les problèmes de sécurité aient joué un rôle.

Mentionnons cependant que 14 % des répondants ont fait état de ventes en ligne représentant plus de 30 % de leur chiffre d'affaires total. En outre, la plupart d'entre eux envisagent de conserver leur site Web et d'intensifier leurs efforts de marketing.

Le projet pilote Comptoirs commerciaux communautaires illustre l'idée que les principaux obstacles au commerce électronique, c'est-à-dire la vente directe de la petite entreprise au consommateur, ne sont pas d'ordre technique, mais liés aux affaires. De précieuses leçons ont été tirées concernant les facteurs ayant

(suite à la page 10)

COUP D'ŒIL sur l'économie

Données en date du 28 février 2000

(suite de la page 7)

Exportations de marchandises. Les exportations de marchandises ont augmenté de 1,8 % pour s'établir à 94,3 milliards de dollars au quatrième trimestre, soit la septième augmentation trimestrielle consécutive. Toutefois, étant donné que les importations ont augmenté à un rythme beaucoup plus rapide, l'excédent sur les marchandises enregistré par le Canada accuse une baisse de 1,6 milliard de dollars et s'est établi à 8,5 milliards de dollars au quatrième trimestre. Pour l'ensemble de l'année 1999, le Canada a exporté 360,6 milliards de dollars de marchandises, soit une hausse de 11,9 % par rapport à l'année précédente. En 1999, l'excédent sur marchandises avec le reste du monde a atteint près de 34 milliards de dollars, soit son plus haut niveau depuis 1996.

Investissement au titre de l'habitation.

L'investissement au titre de l'habitation a progressé de 8,1 % au quatrième trimestre, affichant une reprise après un troisième trimestre plus faible. Le haut degré de confiance des consommateurs, les taux d'intérêt qui n'ont jamais été aussi bas et les gains enregistrés au quatrième trimestre dans les mises en chantier et les activités de rénovation annoncent une reprise soutenue après le marasme de 1998.

Construction non résidentielle. La construction non résidentielle a progressé de 9,3 % (taux annuel) au quatrième trimestre, soit le quatrième trimestre consécutif de forte croissance après cinq périodes de déclin.

Ventes au détail. Les ventes au détail ont progressé de 2,0 % en décembre, portant le chiffre d'affaires total des commerces de détail à 260,4 milliards de dollars pour 1999, soit 5,8 % de plus qu'en 1998.

Bénéfices des sociétés. Les bénéfices des sociétés continuent de s'accroître, avec une poussée de 35,1 % (taux annuel) au quatrième trimestre et un taux de 25,2 % pour l'ensemble de l'année, confirmant un renversement complet de situation par rapport aux pertes subies en 1998. Le raffermissement du prix des produits de base a fourni un appui aux perspectives de profit des industries axées sur les ressources.

Budget fédéral. Le budget fédéral sera équilibré ou excédentaire au cours de l'exercice 1999-2000. C'est la troisième année consécutive que le budget fédéral est équilibré, ce qui ne s'était pas produit depuis 1951-1952. Selon les normes comptables en vigueur dans la plupart des autres pays, le Canada dégagera un excédent financier de 8,0 milliards de dollars au cours de l'exercice 1999-2000.

(suite de la page 9)

une incidence sur le succès du site Web d'une petite entreprise, y compris la nécessité d'un important investissement en temps, la formation permanente, l'appui technique et la maintenance, ainsi qu'un marketing soutenu.

Le rapport complet est présenté en ligne (<http://strategis.gc.ca/cs>).

Les PME peuvent trouver de l'aide dans leur région

Les collectivités qui se trouvent à l'extérieur des grands centres financiers du Canada disposeront bientôt de nouveaux outils pour aider leurs PME en quête de capital de risque. Parmi ces nouveaux outils, mentionnons les avantages qui découlent indirectement du Plan d'investissement communautaire du Canada (PICC).

Établi en 1996, le PICC a financé des projets pilotes dans 22 collectivités du Canada. Ces dernières étaient chargées de trouver des façons d'inciter les investisseurs privés à investir du capital de risque dans les PME locales. On voulait que les

entreprises en plein essor puissent demeurer dans leur collectivité d'origine, y créer des emplois et ainsi élargir l'assiette fiscale. Les derniers rapports trimestriels sur les projets pilotes montrent que plus de 150 PME ont reçu de l'aide par l'entremise de ce programme – des investissements de plus de 90 millions de dollars en capital de risque qui ont permis de créer environ 1 800 emplois.

Bien qu'aucun financement direct ne soit prévu pour d'autres collectivités, celles-ci bénéficieront des pratiques exemplaires et des leçons tirées des projets pilotes. Elles pourront aussi utiliser les puissants outils de stimulation de l'investissement créés spécialement pour elles. Ces outils seront bientôt disponibles pour toute collectivité soucieuse de diversifier son développement économique à l'aide de services de facilitation de l'investissement destinés à ses PME.

On peut obtenir des informations supplémentaires en allant sur le site Web du PICC (<http://picc.ic.gc.ca>) ou en communiquant par courriel avec le secrétariat du PICC (secretariat@ic.gc.ca).

Le budget de 2000, un appui à la petite entreprise

À compter de janvier 2001, les petites entreprises dont le taux d'imposition général est de 28 % bénéficieront du nouveau taux d'imposition de 21 % qui s'appliquera aux sociétés dont les revenus se situent entre 200 000 \$ et 300 000 \$.

D'autres nouvelles mesures fiscales aideront les petites entreprises à avoir accès au capital dont elles ont besoin pour prendre de l'expansion et prospérer. Mentionnons notamment :

- un allègement de l'impôt sur les gains en capital, dont le taux d'incorporation au revenu passe des trois quarts aux deux tiers;
- l'autorisation du transfert en franchise d'impôt des gains en capital réalisés sur des investissements appuyant des petites entreprises admissibles, lorsque ces gains sont réinvestis dans d'autres petites entreprises.

Le budget de 2000 renforce également l'appui aux petites et moyennes entreprises par des mesures non fiscales, notamment :

- une injection de 80 millions de dollars dans la Banque de développement du Canada à l'appui de ses activités de financement visant les petites entreprises du secteur du savoir qui sont axées sur l'exportation;
- une allocation de 54 millions de dollars supplémentaires échelonnés sur trois ans au programme Développement des collectivités, qui favorise le développement économique des petites collectivités et des collectivités rurales de tout le pays grâce à des services d'encadrement, de conseils aux entreprises, de formation et de prêts.

Source : Finances Canada, Budget 2000

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise Bureau de l'entrepreneuriat et de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par le Bureau de l'entrepreneuriat et de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Rizak Abdullahi

Bureau de l'entrepreneuriat et de la petite entreprise
Industrie Canada

Bureau 505A

235, rue Queen

Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : (613) 954-3601

Télécopieur : (613) 954-5492

Courriel : abdullahi.rizak@ic.gc.ca

Autorisation de reproduction : Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez envoyer un courriel à : copyright.droitdauteur@pwgsc-tpsgc.gc.ca

ISSN 1205-9099

53107B



Contient 10 p. 100
de matières recyclées